



VILLE A VILLE

Questions liées à la mise en place d'un observatoire local en santé

QUESTION INITIALE :

« Dans le cadre de sa politique de santé nouvellement créée, la Communauté d'Agglomération Portes de France Thionville réfléchit à la mise en place d'un observatoire local en santé.

Pour les collectivités ayant développé ce type d'outil, pouvez-vous me renseigner sur son fonctionnement ? Faites-vous appel à des prestataires généralistes, type Agence d'Urbanisme, pour couvrir plusieurs thématiques ou faites-vous appel à des prestataires spécialisés ? Quels types de prestations demandez-vous pour quel budget ? ».

Les réponses sont à adresser Pauline Patou, Mission santé, CCAS de Thionville, à l'adresse Patout.P@mairie-thionville.fr en mettant en copie secretariat@villes-sante.com

REPONSES DES VILLES-SANTE

Dunkerque

« Votre demande m'a interpellée. Car nous tenions hier la première réunion de notre GT « données locales de santé » à l'échelle de la Communauté Urbaine (18 communes, 200 000 hts).

Ce groupe est composé de l'Agence d'Urbanisme, de représentants de la CPAM, d'un des labo de recherches de la Fac qui travaille sur les liens environnement/ santé, du Centre Hospitalier de Dunkerque, de l'association Espace Santé du Littoral (outil d'agglomération de prévention/promotion de la santé). L'EPSM nous rejoindra à la prochaine réunion. L'ARS et l'Observatoire santé des Hauts de France ne participent pas encore, mais le diagnostic régional pour le PRS 2 est disponible par territoire de proximité

L'Agence d'Urbanisme travaille sur les questions de santé à l'échelle du SCOT de la Flandre Maritime, actualise régulièrement des données sur l'état de santé, la démographie médicale, ... ça fait partie de ses missions. Elle nous a alimenté hier sur beaucoup d'éléments en termes de populations, ou de pathologies, et a souligné également les manques (ex : sur la santé des enfants après 6 ans, sur les ados etc..). Chaque partenaire y a ajouté ses connaissances (et ses questions).

Les attentes de chacun ont commencé à être partagées et des échanges bilatéraux ont aussi été instaurés (ex : le Labo de recherches de la Fac sur environnement santé propose au Centre Hospitalier de Dunkerque de mettre en place une observation au service des Urgences sur les liens entre pic de pollution atmosphérique et consultations ...).

Le représentant du Centre Hospitalier est d'accord pour être l'animateur/ coordinateur du GT, aux côtés de l'Agence d'Urbanisme.



L'observatoire est un outil au service d'une dynamique territoriale de santé, d'une politique locale de santé qui se fixera des priorités en partie sur la base de ces observations, y compris dans le futur PLUIHD.

Pour l'instant, nous sommes entre partenaires locaux, avec des sources de données nationales ou régionales consultables, nombreuses et très intéressantes. Nous n'avons pas prévu de budget, car l'Agence d'Urbanisme est financée par la Communauté Urbaine de Dunkerque ...

Et la CUD et la CPAM ont signé une convention de partenariat pour une connaissance de certaines données communales... ».

Contact : Monique BONIN, Adjointe au Maire, en charge de la politique locale de santé monique.bonin@ville-dunkerque.fr

Lyon

« En ce qui concerne la Ville de Lyon, voici

1 - la retranscription d'un échange de mail entre un journaliste de la Gazette des communes et nous (Laurence LANGER, mission Observation ville de Lyon et moi) qui permet d'amorcer vos interrogations :

- Dans quel contexte a été construit l'observatoire de la santé des lyonnais et la cartographie interactive ? Avec quels outils ? En préparation du plan local de santé, puis du Contrat Local de Santé, la Mission Santé que je gère a eu besoin d'un diagnostic de la situation des lyonnais au regard de la santé, prise dans son sens large (charte d'Ottawa) et notamment pour la Ville de Lyon sous l'angle de la prévention et de la réduction des inégalités socio-territoriales. Pour ce faire, il était nécessaire d'associer un grand nombre d'acteurs très différents (institutionnels, professionnels de la Ville de Lyon, professionnels des soins, acteurs de la prévention et en proximité, habitants, ...), et de pouvoir analyser en finesse la situation au sein de Lyon. La ville et ses arrondissements sont en effet trop peuplés pour pouvoir dégager de réels constats sur des problèmes localisés de santé. Dans ce cadre, il a été choisi d'avoir recours à l'outil interactif, conçu pour permettre une discussion entre personnes très différentes et présentant une maille territoriale fine, l'Iris (îlot statistique de l'Insee qui compte en moyenne de 2 à 3 000 habitants). La construction de l'Observatoire s'est faite avec plusieurs réunions et environ 90 personnes in fine, en définissant d'abord les indicateurs clés, en les travaillant ensuite (conventionnement, traitement), puis en les analysant collectivement.
- À quels objectifs répond l'observatoire ? Réduire les inégalités socio-territoriales de santé via des actions Ville de Lyon mais également des autres partenaires présents.
- Comment est-il organisé ? (équipe, partenaires ?)
- Quelles thématiques santé et santé environnementale ont été analysés par l'observatoire ? Et pourquoi ?
Comment ont-elles été identifiées ? Cf. 1^{ère} PJ
- Quels types de publications produit l'observatoire ? (ex : rapports, tableaux de bords, etc.) À qui sont-ils diffusés ? L'Observatoire produit avant tout des « PageCarto » (cf. lien plus haut sur vlko.org) soit des cartes interactives, avec graphiques et hypertexte, sur les sujets priorités lors des derniers travaux et en suivi des principaux indicateurs de santé (cf. les rapports de l'Observatoire ds PJ).



Ceux-ci constituent l'outil d'animation de 4 groupes de travail (habitants, professionnels du soin, institutionnels, professionnels Ville de Lyon) et d'un groupe d'expertise qui se réunit préalablement.

Ces travaux font l'objet de compte-rendu puis d'une plénière mettant en discussion les différentes approches. L'ensemble est résumé dans le rapport annuel de l'Observatoire de la santé des Lyonnais, qui n'est donc pas un rapport d'études, mais une restitution du processus de travail de l'Observatoire.

- Quelles sont vos relations vis-à-vis des décideurs politiques et du public ? (ex : font-ils des demandes spécifiques sur certains sujets ?) Oui, par exemple sur la santé environnementale, sur l'asthme, ...

2 - Je vous ai complété cet échange avec un **diaporama de présentation** que nous avons fait [\[consulter le diaporama\]](#) ainsi qu'une **note** [\[consulter la note\]](#).

3 - Nous ne faisons pas appel à des prestataires, type Agence d'Urbanisme... ; la ville de Lyon a recruté un poste chargée de mission Observation qui passe environ 1/5 de son temps sur cet observatoire santé : récupération des données fournies par la CPAM, via l'ARS, la DRSM...., pour un géocodage; mise en cartographie, co animation des groupes, co rédaction du rapport, élaboration de scénarios (ex : <http://vlko.org/sc1/sh.html?rw=113>)
Pour ma part, je fais le lien avec les 90 partenaires, co- anime les groupes, co rédige le rapport + travail invitation, validation des CR....

4 - Chaque année/année et demi, nous élaborons un **rapport** avec les thématiques décidées par les groupes.

5 - Ci-joint le lien pour accéder à notre **plateforme vlko**/Ville de Lyon cartographie, qui recense les éléments <http://vlko.org/indexSante.html>

Contact : Myriam BUFFET, Chef de mission santé, Direction du développement territorial, myriam.bufferet@mairie-lyon.fr

Marseille

« La Ville de MARSEILLE s'est doté d'un observatoire avec indicateurs socio-économiques, données environnementales...

On peut croiser des cartes avec différents indicateurs, zoomer sur un quartier...

Pour y accéder, dans la barre de recherche :

http://marseille-observation-sante.org/autres/mentions_legales.php

Puis, un clic et dans la carte bleue, à l'identique code et identifiant : BSM2012

Ce site a été fait par l'ORS PACA ; il est le petit frère en libre accès lui, de Sirsé PACA financé par l'ARS PACA et la Région => <http://www.sirsepacaca.org/>

On peut y faire comme avec des arrondissements de MARSEILLE, des portraits de Territoires.

Le coût pour nous ? Je ne sais car compris dans un marché visant le bilan de santé des marseillais 2012 avec des orientations sur le CLS2. Il a été réactualisé en 2017.

Et, bonne navigation ! ».



« Merci pour votre retour, je vais aller consulter votre outil.

Nous renouvelons en ce moment le diagnostic sur notre territoire, l'étude est réalisée par l'O.R.S. avec un financement de l'A.R.S.

Nous n'avons pas prévu de négociation pour la création d'un outil comme le votre, je le note comme une piste possible.

- 1) Concernant la réactualisation de 2017, elle était également compris dans le marché de départ ?
- 2) Sans forcément connaître le montant, avez-vous financé « le petit frère » vous-même ou l'A.R.S. et la Région y ont contribué, au titre du financement du SIRSé PACA ?

Je vous remercie des éléments que vous avez déjà pu m'apporter ».

Pauline PATOUT, Mission santé, C.C.A.S. de Thionville.

- 1) Non, la mise à jour ne faisait pas partie du marché de départ. De fait, un site d'indicateurs = mise à jour. Il faut intégrer cela peut être, dès le départ, ce que nous n'avons pas fait.
- 2) Non, c'est la Ville de MARSEILLE qui a financé sur ses deniers propres, ce site. Mais, l'ARS PACA nous a proposé une aide que nous avons refusé.

Contact : Dominique CHANAUD, Service de la santé publique et du handicap, Responsable de la mission santé environnement, dchanaud@marseille.fr

Mulhouse

« Voici quelques éléments de réponse concernant l'Observatoire local de Santé mulhousien.

Il est inscrit, par le biais d'une fiche action, dans le Contrat Local de Santé 2015-2020. Il constitue aujourd'hui un **outil transversal et décisionnel** au service des politiques publiques et oriente les objectifs et les actions en matière de santé sur le territoire mulhousien.

Les travaux sont réalisés par l'Agence d'Urbanisme de la Région Mulhousienne (AURM) et l'ORS Grand Est ; cette collaboration permet d'une part d'avoir une analyse fine et statistique en matière de santé apportée par l'ORS Grand Est et d'autre part d'obtenir une vision très fine et détaillée à l'échelle infra communale sur un large panel de déterminants de santé (socio-économique, environnemental, ...) apportée par l'AURM.

Financements :

Il est financé par l'ARS, l'Etat et la Ville de Mulhouse.

Une convention annuelle lie la Ville de Mulhouse à l'AURM à hauteur de 5000 € (en 2018) pour réaliser les travaux de l'observatoire.

Quant à l'ORS Grand Est, il intervient à nos côtés dans le cadre de ses missions financées par l'ARS Grand Est.

Quant à la démarche mise en œuvre à Mulhouse, voici quelques éléments :

Les préalables :

- Identifier un socle d'indicateurs pertinents, mobilisables et accessibles.
- Proposer des indicateurs qui répondent aux spécificités locales, afin d'obtenir des données pertinentes mais aussi représentatives de l'état de santé de la population.



Indicateurs et thématiques abordés :

- **Environnement démographique et social** : population, précarité, dépendance.
- **Offre de soins** : établissements de santé, médecine libérale (localisation, âge des médecins, densité, ...).
- **Etat de santé de la population** : consommation de soins (fréquentation des urgences, SOS Médecins, ...), mortalité, morbidité, surpoids et obésité, ALD.
- **Prévention** : santé scolaire, PMI (Certificat de Santé du 8^e jour, du 9^e mois, du 24^e mois), dépistage organisé des cancers.

Un conventionnement est effectué avec les structures partenaires pour la mise à disposition, sans contrepartie financière, de données statistiques. Exemples de structures sollicitées : la CPAM, le rectorat, l'UFSBD, les hôpitaux de la région mulhousienne, les cliniques, SOS Médecins 68, Registre du Cancer, Maison des Adolescents, PMI, ...

La Coordination Santé de la Ville de Mulhouse, commanditaire des travaux d'observation s'appuie également sur les nombreux collectifs de partenaires du social, médico-social et sanitaire à la fois pour apporter des éléments d'analyses mais aussi pour confronter les données chiffrées aux réalités du terrain. Ces consultations collectives auprès d'habitants et de professionnels des quartiers permettent le recueil d'éléments qualitatifs qui viennent nourrir l'observatoire.

L'exploitation de ces données a donné naissance à un rapport en 2015 intitulé « la santé à Mulhouse et dans ses quartiers ». Ce rapport est actuellement en cours de mise à jour par l'AURM et l'ORS Grand Est. Afin de présenter ces données, les confrontées aux réalités de terrain, les diffuser massivement, la Ville de Mulhouse, l'AURM et l'ORS Grand Est organisent également des colloques réguliers à l'attention des professionnels mulhousiens ».

Contact : Marion SUTTER, Coordinatrice, Santé Responsable Coordination Santé, marion.sutter@mulhouse-alsace.fr

Paris Vallée de la Marne

« Madame Delessard, élue chargée de la santé et des politiques sociales, a souhaité vous apporter les éléments d'information liés à notre expérience en cours. En effet, notre communauté d'agglomération est issue au 1/1/16 de la fusion de trois intercommunalités. Nous avons donc commencé par établir un diagnostic du territoire et ce, avec le cabinet Acsantis, cabinet de conseil et d'accompagnement en matière de santé. Nous avons fait ce choix pour des raisons pratiques de temps et de mobilisation de personnels mais également pour s'adresser aux professionnels de santé dont l'implication est essentielle dans ce type de démarche, il convient de maîtriser les types d'organisation, les contraintes de cette profession, "parler le même langage"...

A l'issue du diagnostic, trois scénarii se sont dégagés, notamment la mise en place d'un Observatoire et d'un CLS. L'accompagnement pour le CLS représentera un budget de 20 000€, pour l'observatoire nous allons travailler avec les professionnels de santé et, comme nous avons la chance d'avoir le cluster Descartes sur notre territoire, nous allons également collaborer avec l'université et les écoles.» [\[Consulter le document de synthèse\]](#)

Contact : Perrine HARDY, Cabinet du Président, p.hardy@agglo-pvm.fr



Rennes

« A Rennes, l'observation en santé était inscrite dans le Contrat Local de Santé, ce qui a permis un portage partenarial et financier du sujet entre la Ville et l'ARS. La mission a été confiée à l'Observatoire Régional de la Santé. Un certain nombre d'indicateurs a été retenu, spécifiques au territoire rennais, avec une vigilance particulière sur les quartiers politique de la ville et le niveau infracommunal (incontournable pour lutter contre les inégalités sociales et territoriales de santé, selon un principe d'universalisme proportionné, mais ce n'est pas toujours aisé d'obtenir les données).

Parallèlement, une étude sur les conditions de vie et de santé des étudiants a été menée par les observatoires des 2 Universités, en lien avec la Ville, la Métropole et le service de médecine préventive universitaire. L'agence d'urbanisme mène également une étude sur l'offre de professionnels libéraux de santé sur le territoire de Rennes Métropole.

L'observation partagée en santé demeure un réel enjeu, qui pose plusieurs questions : quels indicateurs retenir ? Quelle dimension territoriale ? Quelle fréquence et quel engagement sur la durée ? Quels financements ? Quels opérateurs retenir pour cette observation (action en régie et lien avec l'ABS des CCAS ? Observatoire régional de la santé ? Agence d'urbanisme ?) ? Quid des indicateurs de santé environnementale ?

Enfin, inscrite dans la durée, l'observation en santé doit aussi permettre d'évaluer les politiques de santé menées au niveau local ».

Contact : Arnaud LAURANS, Responsable Direction Santé Publique Handicap, a.laurans@ville-rennes.fr

Saint Quentin en Yvelines

« Nous avons mis en place depuis 2008 un observatoire local en santé et sommes disponibles pour échanger ».

Contact : Catherine Chevallier, Responsable de IPS en charge de la Santé publique – Direction de la Solidarité – catherine.chevallier@sqy.fr